

Une nouvelle victoire de la « rue »

Aux abois, le régime a dû céder et annuler les présidentielles du 4 juillet. Mais l'avenir reste incertain.

BAUDOUIN LOOS

Une (petite) victoire de plus pour « la rue » algérienne. Dimanche le Conseil constitutionnel a annulé les élections présidentielles du 4 juillet faute de combattants : les deux seuls candidats, d'illustres inconnus, ont été récusés par l'organe juridique pour dossiers non probants et il ne restait donc plus qu'à annuler un scrutin qui n'avait ni candidats ni électeurs. Car les Algériens l'avaient fait savoir massivement ces dernières semaines : ils ne voulaient pas de ces élections organisées par le régime dont ils ne veulent plus.

Depuis les premières imposantes manifestations populaires du 22 février, le mouvement de protestation – on dit le « hirak » – a enregistré de nombreux succès. Le régime a dû sacrifier le président momifié Bouteflika, a dû embas-

tiller des personnages clés, gradés et hommes d'affaires, de l'oligarchie au pouvoir. Pour en arriver à un face-à-face entre le hirak et l'armée, en la personne de son chef, ex-affidé repent de Bouteflika, le général Ahmed Gaïd-Salah.

Ce dernier a attiré les soupçons de la foule en s'obstinant à privilégier l'ordre constitutionnel, cela alors que les millions d'Algériens qui se dressent pacifiquement dans les rues du pays tous les vendredis depuis cent jours n'ont cure de la constitution dont le régime se prévalue pour conserver le pouvoir.

Le chaud et le froid

Que va-t-il donc se passer ? La Cour constitutionnelle, en constatant l'impossibilité d'organiser des élections présidentielles, a fait basculer le pays dans l'inconnu puisque la constitution n'a pas prévu ce cas de figure. Mais il a, en interprétant la loi fondamentale, laissé au président intérimaire – Abdelkader Bensalah, autre ancien proche de Bouteflika... – le loisir de rester en place jusqu'à l'organisation hypothétique d'un nouveau scrutin dans un nombre de mois inconnu, cela alors pourtant que son mandat se clôture le 9 juillet.

Ahmed Gaïd-Salah a alterné le chaud et le froid face au « hirak ». Sa dernière intervention publique, le 28 mai, prônait le dialogue, avec « les personnalités et les élites nationales », qui restent toujours à identifier. Car les Algériens qui manifestent, s'ils constituent une marée humaine impressionnante par son calme, sa maturité et son pacifisme, n'ont toujours pas de porte-parole, ce qui se range au rayon des faiblesses congénitales du mouvement.

Il est beaucoup question d'une « conférence nationale » qui se tiendrait en juin encore. Il serait temps. Car, comme l'écrit le chroniqueur Saïd Mekki, « il n'existe pas d'issue à la sortie de crise en dehors d'une alternative dont les deux termes sont connus : la perspective démocratique d'abord par le respect d'une séquence intérimaire admise par tous : présidence collégiale, processus constituant, assemblée constituante et référendum constitutionnel. Ou bien la voie aventureuse de l'autoritarisme (...) ».

Les Algériens ont fait leur choix. Mais le régime en tiendra-t-il compte ? La réponse n'est pas claire ; on peut juste dire que le passé n'incite pas à l'optimisme.